

## OPINION DISSIDENTE DE M. LODER

La Turquie, ayant arrêté, jugé et condamné un étranger à cause d'un délit qui lui est imputé et qu'il aurait commis hors de son territoire, prétend y avoir été autorisée par l'absence d'une règle prohibitive du droit international.

Sa défense se base sur la thèse qu'en droit international tout est permis qui n'est pas défendu.

En d'autres termes, qu'en droit international toute porte est ouverte à moins qu'elle ne soit fermée par un traité, ou par une coutume établie.

La Cour, dans son présent arrêt, admet cette thèse comme juste, bien-fondée, et conforme à la réalité des faits.

Je regrette de ne pas pouvoir partager l'avis de la Cour.

La thèse me semble peu concordante avec l'esprit du droit international. Ce droit, pour la plus grande partie, est un droit non écrit et dépourvu de sanction; il repose sur des convictions générales; sur l'assentiment des États civilisés, membres de la grande famille des Nations, à l'égard des règles, des coutumes et des relations existantes et qu'elles sont tenues de respecter entre elles, quoique non écrites ou confirmées par des conventions. L'ensemble de ces règles est appelé *droit international*.

Ces règles peuvent être modifiées, changées, développées suivant les vues d'une majorité considérable de ces États, au fur et à mesure de l'évolution de ces convictions générales, mais il me paraît inexact de prétendre que des lois nationales d'une certaine minorité des États suffiraient pour les abroger ou pour les changer.

Et il me paraît également inexact de prétendre que l'absence de conflits internationaux ou de difficultés diplomatiques à l'égard de certaines dispositions de quelques lois nationales, s'écartant des conceptions généralement reconnues, pourrait servir comme preuve de leur évolution ou de leur changement.

Les *conflits* internationaux ne naissent qu'au moment où une *application* de ces lois démontre leur écart du droit international.

La famille des Nations consiste en une agglomération de différents États, souverains et indépendants.

## DISSENTING OPINION BY M. LODER.

[*Translation.*]

Turkey, having arrested, tried and convicted a foreigner for an offence which he is alleged to have committed outside her territory, claims to have been authorized to do so by reason of the absence of a prohibitive rule of international law.

Her defence is based on the contention that under international law everything which is not prohibited is permitted.

In other words, on the contention that, under international law, every door is open unless it is closed by treaty or by established custom.

The Court in its judgment holds that this view is correct, well founded, and in accordance with actual facts.

I regret that I am unable to concur with the opinion of the Court.

It seems to me that the contention is at variance with the spirit of international law. This law is for the most part unwritten and lacks sanctions ; it rests on a general consensus of opinion ; on the acceptance by civilized States, members of the great community of nations, of rules, customs and existing conditions which they are bound to respect in their mutual relations, although neither committed to writing nor confirmed by conventions. This body of rules is called international law.

These rules may be gradually modified, altered or extended, in accordance with the views of a considerable majority of these States, as this consensus of opinion develops, but it seems to me incorrect to say that the municipal law of a minority of States suffices to abrogate or change them.

It also appears to me incorrect to claim that the absence of international disputes or diplomatic difficulties in regard to certain provisions of the laws of some States, which are at variance with generally accepted ideas, can serve to show the development or modification of such ideas.

International *disputes* only arise when a particular *application* of the laws in question shows them to be at variance with international law.

The family of nations consists of a collection of different sovereign and independent States.

Cette indépendance et cette souveraineté produisent la conséquence fondamentale qu'aucune loi nationale, en l'espèce aucune loi pénale, ne peut s'étendre ni exercer sa force obligatoire en dehors du territoire national.

Cette vérité fondamentale, qui n'est point une coutume mais la conséquence directe et inévitable de sa prémisse, est une règle logique de droit, est le postulat même de l'indépendance interétatique.

La loi pénale d'un État s'applique en premier lieu à tous ceux qui se trouvent sur son territoire, ressortissants ou étrangers, parce que le droit de juridiction sur le propre territoire est un des attributs de sa souveraineté.

Elle peut s'étendre à des crimes et délits commis à l'étranger par des ressortissants de l'État légiférant, puisque ces ressortissants sont soumis à leur loi nationale. Mais elle ne peut *pas* s'étendre sur les délits d'un étranger commis à l'étranger, sans enfreindre la souveraineté de cet État étranger, puisque dans cet État elle n'a pas de juridiction.

Et elle ne le peut non plus chez elle si cet étranger se trouve après le délit sur son territoire, parce que le fait délictueux n'a pas été commis dans le rayon de sa juridiction et qu'une *présence ultérieure du coupable* ne saurait *élargir la compétence de l'État*.

Il me paraît évident que telle est la conséquence logique du principe fondamental que nous venons de constater.

Mais il est évident aussi que cette conséquence cède à une convention contraire quelconque ou une exception généralement et même tacitement admise par le droit des gens.

Comme toute exception, cependant, elle sera d'interprétation stricte et ne saurait être substituée à la règle bien fondée.

Or, graduellement, la règle a subi une modification importante dans les législations d'une assez grande majorité des États civilisés, modification qui semble ne pas avoir rencontré des objections et qui peut être considérée comme adoptée. Elle tend à exclure de la règle stricte les délits des étrangers commis à l'étranger, pour autant qu'ils sont dirigés contre l'État lui-même, sa sûreté ou son crédit. L'État lésé pourra juger les coupables suivant sa loi

The fundamental consequence of their independence and sovereignty is that no municipal law, in the particular case under consideration no criminal law, can apply or have binding effect outside the national territory.

This fundamental truth, which is not a custom but the direct and inevitable consequence of its premiss, is a logical principle of law, and is a postulate upon which the mutual independence of States rests.

The criminal law of a State applies in the first place to all persons within its territory, whether nationals or foreigners, because the right of jurisdiction over its own territory is an attribute of its sovereignty.

The criminal law of a State may extend to crimes and offences committed abroad by its nationals, since such nationals are subject to the law of their own country ; but it *cannot* extend to offences committed by a foreigner in foreign territory, without infringing the sovereign rights of the foreign State concerned, since in that State the State enacting the law has no jurisdiction.

Nor can such a law extend in the territory of the State enacting it to an offence committed by a foreigner abroad should the foreigner happen to be in this territory after the commission of the offence, because the guilty act has not been committed within the area subject to the jurisdiction of that State and the *subsequent presence of the guilty person* cannot have the effect of *extending the jurisdiction of the State*.

It seems to me clear that such is the logical consequence of the fundamental principle above enunciated.

It however is also clear that this consequence can be overridden by some convention to the contrary effect or by some exception generally and even tacitly recognized by international law.

Like all exceptions, however, such an exception must be strictly construed and cannot be substituted for the well-established rule, to which it is an exception.

Now, the rule has gradually undergone an important modification in the legislation of a somewhat large majority of civilized States, a modification which does not seem to have encountered objections and which may be regarded as having been accepted. This modification tends to except from the strict rule governing the jurisdiction over offences committed by foreigners abroad such offences, in so far as they are directed against the State itself or

nationale du moment qu'ils se trouveront sur son territoire, ou, le cas échéant, en demander l'extradition.

En dehors de cette exception la règle reste debout.

Le système dit de « protection » que la Turquie prétend être en droit d'appliquer et qui équivaut à l'abrogation de la règle elle-même, est bien loin d'être admis par la grande majorité des États et ne me paraît pas conforme au droit international positif.

Le prétendu délit imputé par la Turquie à M. Demons, homicide par négligence, ne répond pas à l'exception que je viens de signaler. La Turquie reconnaît que c'est le système dit de « protection » qu'elle applique suivant sa loi nationale et auquel elle se croit autorisée parce qu'elle ne découvre nulle part une règle obligatoire, convenue, qui le lui défend.

Il suit de ce qui précède que je suis d'avis que déjà pour cette raison la Turquie est à considérer comme ayant agi en contradiction des principes du droit international.

\* \* \*

La Cour est saisie d'un fait précis ; elle est appelée à rendre son arrêt sur un cas d'espèce. Ce cas, c'est l'abordage entre le navire français *Lotus* et le navire turc *Boz-Kourt*.

La Turquie prétend que cet abordage a été produit par la faute commune des deux navires, par de mauvaises manœuvres nautiques.

Il a eu pour résultat que le *Boz-Kourt* a été coulé, que quelques gens de l'équipage et des passagers ont trouvé la mort dans les flots.

La Turquie déduit de ces faits que M. Demons, officier de quart à bord du *Lotus*, est coupable d'homicide par négligence, que la mort desdites personnes lui est imputable.

Elle soutient que ce délit a été consommé à bord du *Boz-Kourt*, puisque c'était là que l'effet de la négligence imputée s'est réalisé.

Elle prétend, par conséquent, que, le fait délictueux ayant eu lieu sur le navire turc, la juridiction turque lui est applicable.

Si ce point de fait est juste, la conséquence qu'on en tire est correcte, et le reproche d'avoir agi en contradiction des principes du

against its security or credit. The injured State may try the guilty persons according to its own law if they happen to be in its territory or, if necessary, it may ask for their extradition.

Apart from this exception, the rule holds good.

The so-called system of "protection" which Turkey claims to be entitled to apply and which is tantamount to the abrogation of the rule itself, is very far from being accepted by the great majority of States and is not in my opinion in harmony with positive international law.

The alleged offence with which M. Demons is charged by Turkey, namely, involuntary manslaughter, does not fall within the scope of the exception which I have mentioned. Turkey admits that she is applying the so-called system of "protection" in pursuance of her municipal law and she holds that she is authorized to do so because she has found nowhere a positive and accepted rule prohibiting her from so doing.

It will appear from the foregoing that I am of opinion that for this reason alone, Turkey must be held to have acted in contravention of the principles of international law.

\* \* \*

The Court has been made cognizant of a definite occurrence; it has to give judgment upon a particular case. This case is the collision between the French ship *Lotus* and the Turkish ship *Boz-Kourt*.

Turkey claims that both vessels, owing to faulty navigation, were jointly to blame for this collision.

The result of the collision was that the *Boz-Kourt* sank, and that some members of the crew and passengers were drowned.

Turkey argues from these facts that M. Demons, officer of the watch on board the *Lotus*, is guilty of manslaughter and that he is responsible for the death of the persons above mentioned.

She argues that this offence took place on board the *Boz-Kourt* because it was there that the effects of the alleged negligence were felt.

She therefore contends that the wrongful act having taken place on board the Turkish ship, its author is amenable to the jurisdiction of the Turkish Courts.

If this argument be sound, in point of fact the deduction made from it is correct and the accusation of having acted contrary to

droit international tombe d'un coup, parce que chaque État a le droit incontesté de poursuivre et de juger tout étranger qui commet quelque délit sur son territoire. Et le navire *Boz-Kourt* est à considérer comme tel.

Le problème de la localisation du délit est donc d'une importance capitale pour la solution du litige soumis à la Cour.

Il est évident que le lieu où un délit a été commis est forcément celui où s'est trouvé le coupable au moment de l'acte. Assimiler le lieu de l'effet avec le lieu de l'acte est toujours une fiction. Fiction cependant qui se justifie si l'acte et l'effet se confondent, s'il y a un rapport direct entre l'un et l'autre ; le coup de fusil tiré sur une personne qui se trouve de l'autre côté de la frontière ; le paquet contenant une machine infernale destinée à exploser lors de son ouverture par le destinataire. L'auteur lui-même du crime a l'intention, dans des cas pareils, de nuire à un autre lieu que celui où il se trouve.

Mais le cas dont la Cour a dû s'occuper n'offre aucune ressemblance avec ces exemples. L'officier du *Lotus*, qui n'a jamais mis le pied sur le *Boz-Kourt*, n'avait aucune intention de nuire à qui que ce soit. Aussi, on ne lui impute pas une telle intention. La manœuvre nautique à bord d'un navire n'est pratiquée que pour éviter un accident.

Il dépendra exclusivement de l'examen nautique, professionnel, des circonstances, pour déterminer si la manœuvre est à considérer comme contraire aux règlements ou imprudente sous quelque rapport, ou bien si quelque manœuvre imprévue de l'autre navire a concouru pour amener l'accident — et cet examen appartient exclusivement aux autorités navales du pays de celui qui a commandé la manœuvre.

Dans ces circonstances, il me paraît que la fiction d'assimiler le lieu de l'effet avec celui de l'acte doit être écartée.

\* \* \*

La Turquie cherche à fonder sa compétence sur une prétendue *connexité* des manœuvres des deux navires respectifs.

the principles of international law at once falls to the ground, because every State is entitled to prosecute and sentence any foreigner who commits an offence within its territory. And the vessel *Boz-Kourt* must be regarded as Turkish territory.

The question of the localization of the offence is therefore of capital importance for the purposes of the decision of the dispute before the Court.

It is clear that the place where an offence has been committed is necessarily that where the guilty person is when he commits the act. The assumption that the place where the effect is produced is the place where the act was committed is in every case a legal fiction. It is, however, justified where the act and its effect are indistinguishable, when there is a direct relation between them; for instance, a shot fired at a person on the other side of a frontier; a parcel containing an infernal machine intended to explode on being opened by the person to whom it is sent. The author of the crime intends in such cases to inflict injury at a place other than that where he himself is.

But the case which the Court has to consider bears no resemblance to these instances. The officer of the *Lotus*, who had never set foot on board the *Boz-Kourt*, had no intention of injuring anyone, and no such intention is imputed to him. The movements executed in the navigation of a vessel are only designed to avoid an accident.

Only an investigation by naval experts into the circumstances can show whether the manner in which the ship was navigated is to be regarded as contrary to the regulations or negligent in some respect, or whether some unforeseen movement by the other vessel contributed to the accident—and this investigation is a matter solely for the naval authorities of the country of the person responsible for navigating the ship.

In these circumstances, it seems to me that the legal fiction whereby the act is held to have been committed at the place where the effect is produced must be discarded.

\* \* \*

Turkey seeks to base her jurisdiction upon an alleged "connexity" between the movements of the two vessels.



Le délit d'homicide involontaire, imputé à M. Demons, serait connexe à celui imputé au capitaine du *Boz-Kourti*, et, dès lors, le juge turc serait compétent.

Encore cette thèse est dépourvue de fond.

*Simultanéité* n'est pas *connexité*.

Les deux manœuvres nautiques étaient indépendantes l'une de l'autre. Elles étaient même réciproquement inconnues.

Le résultat de toutes deux peut avoir amené l'abordage, mais il n'existe pas une connexité quelconque entre elles.

Une loi nationale, un code de procédure, pour simplifier la marche de deux ou de plusieurs procédures et pour en faciliter l'instruction, peut ouvrir la possibilité de les joindre à cause des rapports existants entre elles. Il faut que les procédures aient été intentées pour pouvoir les joindre à cause de connexité. Et, pour ouvrir la possibilité d'une jonction, il faut que le juge saisi de ces affaires jointes soit compétent à l'égard de chacune d'elles.

Jonction pour raisons de connexité est une mesure de législation nationale ; *connexité* ne produit pas *compétence*.

\* \* \*

La règle générale que la loi pénale d'un État perd sa force obligatoire et son applicabilité à l'égard des délits commis par un étranger à l'étranger, règle émanée du principe fondamental de l'indépendance et de la souveraineté des États, a subi, en effet, des modifications et atténuations exceptives par le consentement mutuel des diverses Puissances pour autant qu'il s'agit du territoire terrestre.

Mais, selon une conception générale, il n'en est pas ainsi pour ce qui se passe en haute mer. C'est là que la loi du pavillon et la juridiction nationale ont conservé leur autorité incontestée, à l'exclusion de toute loi et de toute juridiction étrangère. J'appuie sur le mot « étrangère ». Le coupable se trouvant sur un navire portant le pavillon d'un autre État que celui auquel il appartient, pourra naturellement être poursuivi et jugé par l'État duquel il est le ressortissant. Dans ce cas, mais seulement alors, il y aura concurrence de juridictions.

She, in fact, claims that the offence of involuntary manslaughter, imputed to M. Demons, is "connected" (*connexe*) with the identical charge against the captain of the *Boz-Kourt* and that the Turkish court has jurisdiction on this ground.

This argument is also unsound.

*Simultaneousness* is not the same as "connexity".

The movements of the two vessels were independent of each other: the movement of each ship was even unknown to the officer commanding the other.

The result of both movements may have been the collision, but there is no kind of "connexity" between them.

A municipal statute, or a code of procedure, may, in order to simplify the conduct of two or more cases and to facilitate their examination, provide for the possibility of their joinder by reason of their being connected. Proceedings must then have been instituted in both cases before they can be joined on the ground of connection between them (*connexité*). And joinder will only be possible if the judge before whom the joined causes are brought has jurisdiction in respect of each of them separately.

Joinder on the ground of "connexity" is a proceeding under municipal law; "connexity" does not create *jurisdiction*.

\* \* \*

The general rule that the criminal law of a State loses its compelling force and its applicability in relation to offences committed by a foreigner in foreign territory, a rule derived from the basic principle of the sovereignty and independence of States, has indeed undergone modifications and has been made subject to exceptions restricting its scope by the mutual consent of the different Powers in so far as territory properly so called is concerned.

But according to a generally accepted view, this is not the case as regards the high seas. There the law of the flag and national jurisdiction have retained their indisputable authority to the exclusion of all foreign law or jurisdiction. I lay special stress on the word "foreign". A guilty person on board a ship flying the flag of a State other than the one to which he owes allegiance, may of course be indicted and sentenced by the State of which he is a national. In that case, but only then, there will be concurrent jurisdiction.

Mais ce cas n'est pas celui de M. Demons.

Le navire de commerce étant un tout, organisé et discipliné conformément aux lois et soumis à la surveillance de l'État du pavillon, et en vue de l'absence de toute souveraineté territoriale en haute mer, il n'est que naturel qu'en droit pénal ce tout relève de cet État. Il en est spécialement ainsi dans le cas d'espèce dont la Cour est saisie. Ce qui est imputé au lieutenant Demons, c'est d'avoir ordonné une mauvaise manœuvre dans la conduite de son navire.

Les règles de manœuvre qu'il était tenu de suivre étaient celles de ses règlements nationaux. Pour l'observation de ces règles, il était responsable envers les autorités de son pays. C'était à ces autorités seules de juger si cet officier avait observé ces règles, s'il avait fait son devoir et, sinon, s'il les avait négligées à un tel degré qu'il avait encouru une responsabilité pénale.

Il me paraît donc que la Turquie, en s'arrogeant juridiction sur les actes d'un officier étranger en fonction en haute mer sur un navire portant un pavillon étranger, a agi en contradiction du principe de droit international indiqué ci-dessus.

C'est pour ces raisons que je regrette de ne pas pouvoir me rallier à la décision de la Cour dans son arrêt présent.

(Signé) LODER.

---

But that is not *M. Demons'* case.

A merchant ship being a complete entity, organized and subject to discipline in conformity with the laws and subject to the control of the State whose flag it flies, and having regard to the absence of all territorial sovereignty upon the high seas, it is only natural that as far as concerns criminal law this entity should come under the jurisdiction of that State. This applies with especial force to the case now before the Court. The accusation against Lieutenant Demons is that whilst navigating his ship he gave an order for a wrong manœuvre.

The rules for navigation which he was obliged to follow were those contained in his national regulations. He was responsible to his national authorities for the observance of these rules. It was solely for these authorities to consider whether the officer had observed these rules, whether he had done his duty, and, if not, whether he had neglected their observance to such a degree as to have incurred criminal responsibility.

It consequently seems to me that Turkey, in arrogating to herself jurisdiction over the acts of a foreign officer doing duty on the high seas on a ship carrying a foreign flag, has acted in contravention of the principle of international law set out above.

On these grounds I regret that I am unable to concur with the Court in its present judgment.

---